

Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N° 18 | AVRIL-MAI 2009



Individualistes et solidaires, les jeunes ?

Nouvelles tendances d'engagement(s)

→ PAGE 3

Echec et Maths



Par **NICOLAS DELESQUE**
Secrétaire général de l'Afev

Les résultats de l'évaluation des élèves entrant en 6ème viennent de tomber. Ils sont, bien entendu, sujets à discussion, contestation et même polémique, certains syndicats et organisations professionnelles contestant leur caractère scientifique. Sans entrer dans ce débat, il convient pour être objectif de rappeler les limites de ce type d'enquête, rappelées d'ailleurs par le ministère de l'Education nationale via le directeur général de l'enseignement scolaire Jean-Louis Nembrini. S'agissant d'un nouvel outil mettant en place de nouveaux critères, les résultats ne peuvent en effet être comparés à d'autres types d'enquête comme celle du HCE par exemple qui, en 2007, estimait à 15% le nombre d'élèves de 6ème ne sachant pas lire. Pour la même raison, l'utilisation pratique de cette nouvelle évaluation ne pourra se faire que l'an prochain, en utilisant les résultats de manière dynamique c'est à dire en étudiant leurs évolutions année après année. En revanche, il nous semble intéressant de

comparer certains chiffres de l'évaluation entre eux, principalement dans deux directions : d'abord l'écart entre les résultats en mathématiques et ceux en français, ensuite l'écart entre la moyenne nationale et certaines académies.

Pourquoi comparer les résultats des mathématiques et du français ? Comme beaucoup de chroniqueurs l'ont déjà remarqué, la différence des résultats est effarante, avec une baisse des résultats de 10% au désavantage des mathématiques : 25% d'élèves fragiles en français, contre 35% en mathématiques. Mais est-ce bien surprenant quand on connaît la fonction « sociale » que l'on fait jouer à cette discipline dans notre système de formation initiale ? Les maths et les filières qui y sont rattachées servent depuis des décennies de voie d'excellence pour accéder aux meilleurs écoles, filières, débouchés professionnels... Que l'on doive « faire des maths » pour accéder à médecine, passe encore, mais pour faire du droit ou, plus surprenant encore, intégrer Sciences Po, l'Ecole Normale Supérieure... Les mathématiques sont aujourd'hui la discipline qui permet la différenciation et la répartition des élèves dans les différentes filières. Appelons cela par son nom : elles permettent la sélection ! Quand on regarde les résultats par académie, on s'aperçoit que ce phénomène est

encore amplifié dans les académies les plus en butte à l'échec scolaire : 43% d'élèves fragiles en maths dans l'académie de Créteil, et carrément 49% en Seine-Saint-Denis !

La nouvelle donne de la société française invite à changer notre logiciel de réflexion.

NICOLAS DELESQUE

La nouvelle donne de la société française invite à changer notre logiciel de réflexion. Notre système ne doit plus avoir pour rôle de sélectionner les meilleurs, mais au contraire d'accompagner le plus grand nombre vers une formation la plus complète possible. La stratégie européenne de Lisbonne nous y invite, la crise nous y oblige ! Laissons les mathématiques être ce qu'elles sont, une discipline comme une autre, mais aussi un équilibre savant et passionnant entre le concret et le conceptuel, entre le pragmatique du calcul et le rêve de l'infini... Alors peut être retrouverons-nous des générations d'élèves qui aimeront ces mathématiques et voudront, par goût, continuer leur filière scientifique.

→ EXPOSITION



MA PROCHE BANLIEUE

PAGE 2

→ ENTRETIEN



STÉPHANE HESSEL : LES DÉFIS DE LA JEUNESSE

PAGE 3

→ ENTRETIEN



MARTIN HIRSCH : BILAN D'ETAPE

PAGE 4

→ RENCONTRE



MARCEL FÊTE L'AFEV

PAGE 7

ET AUSSI

- OBSERVER LES TENDANCES SOLIDAIRES P. 5
- CAMPAGNE D'AMÉRIQUE P. 6
- RÉUSSITE ET ECHECS P. 8



L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers défavorisés. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 280 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement individualisé dans les quartiers en difficulté.

→ EXPOSITION

MEMBRE DE LA PRESTIGIEUSE AGENCE MAGNUM, LE PHOTOGRAPHE **PATRICK ZACHMANN** PRÉSENTE L'EXPOSITION « MA PROCHE BANLIEUE : 1980-2005 » À LA CITÉ NATIONALE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION DU 26 MAI AU 11 OCTOBRE PROCHAINS. AU TRAVERS D'UNE LONGUE SÉRIE DE PHOTOGRAPHIES SUR LA VIE DANS LES BANLIEUES FRANÇAISES, IL GÉNÈRE UNE RÉFLEXION SUR LA MÉMOIRE, L'IDENTITÉ ET L'IMMIGRATION.



Ma proche banlieue



Vingt ans après, retour dans les quartiers Nord de Marseille.

Volontaires ! L'exposition que vous présentez à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration débute avec votre immersion, en 1984, dans la cité de Bassens à Marseille. Quelle est l'origine de ce projet ?

Patrick Zachmann Je me suis toujours intéressé au problème de l'identité, au thème de l'immigration et de l'exil donc j'étais attiré par cette ville. On m'avait demandé d'animer un stage de photo dans le cadre de l'insertion sociale de onze jeunes, tous issus des quartiers Nord et de la première génération d'immigrés. L'idée n'était pas qu'ils deviennent photographes mais qu'ils se cherchent, s'ouvrent à une autre forme d'expression. On devait fournir un travail photographique sur la

jeunesse et j'ai choisi de suivre chacun d'entre eux dans sa vie quotidienne. Les familles m'ont alors ouvert leurs portes et une partie de leur intimité, ce qui nécessite de la confiance et du temps. Ce fut comme un cadeau dans un sens, un vrai échange, pour lequel je me suis tellement investi que je suis resté un an au lieu de six mois.

V ! Le travail fourni avec et auprès des jeunes de Bassens apparaît comme une sorte d'introspection de cette banlieue, à Marseille...

P.Z. La plupart de ces jeunes étaient entourés de modèles plutôt négatifs : un frère en prison, l'environnement de la drogue, l'échec scolaire. J'ai l'impression qu'une personne venant de l'extérieur

représentait pour eux une réussite, qu'elle soit professionnelle ou sociale, c'était important. Malgré leur situation d'échec, j'ai exigé d'eux qu'ils fassent un travail de qualité. Pour qu'ils gardent une mémoire de cette expérience nous avons réalisé des livrets de fin de stage, sur lesquels les filles ont demandé à écrire des poèmes, des recueils, sur l'époque, sur leurs malaises, leur colère. Lorsque je les ai retrouvés 23 ans après, certains avaient toujours conservé ces livrets.

V ! Quel a été votre constat deux décennies plus tard, en 2005, lorsque vous retournez à leur rencontre ?

P.Z. Le constat n'est pas noir ou blanc, il est contrasté. Les gens qui ne connaissent pas les banlieues peuvent trouver le film qui raconte ce retour [présenté dans l'exposition, NDLR] très dur parce qu'ils le prennent comme un constat d'échec total. Or à bien y regarder, il y a de la réussite dans la plupart des cas. Celle d'avoir construit une famille par exemple, d'avoir un travail stable, et puis d'avoir quitté la cité : « Si vous ne quittez pas la cité, vous ne vous en sortez pas », disent-ils. Et pourtant dans un sens, ne pas quitter la cité c'est plutôt un échec de société, pas le leur.

On oublie souvent que l'intégration ne se fait pas d'un coup de baguette magique, ça prend du temps, peut-être une, deux générations, mais l'ascension sociale fonctionne quand même. Mais c'est vrai aussi que la situation de la banlieue s'est considérablement dégradée en quelques années. Il y a eu une désillusion politique, une désertion des militants, laissant un sentiment d'abandon dans les cités. Si je prends

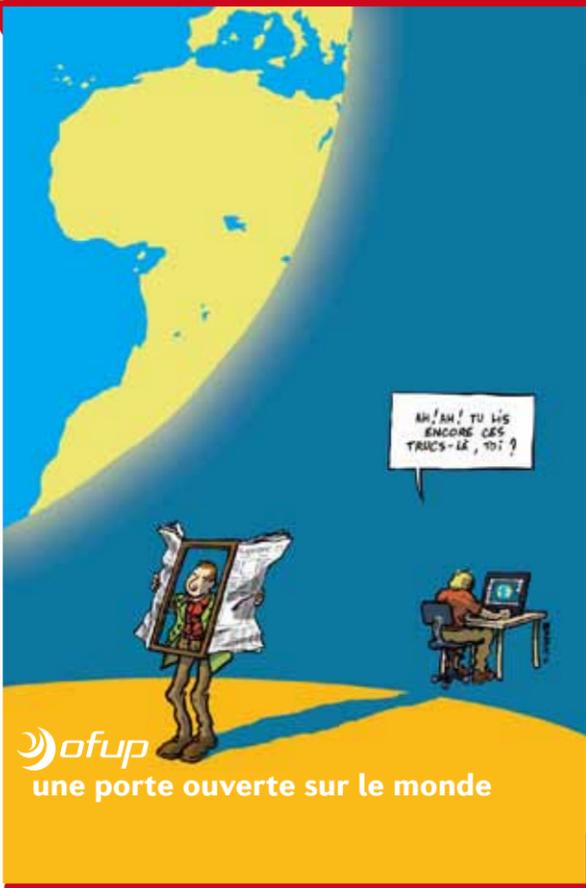
l'exemple de Bassens, la désertion des centres sociaux est un indicateur de ce vide progressif, laissant un sentiment de nostalgie. Je me souviens des mots prononcés en 2005 par les sœurs aînées d'une famille : « Avant, on était plus dans la misère que maintenant, mais au moins on était solidaires ».

V ! Qu'est ce qui peut faire avancer les choses ?

P.Z. Les quartiers sont difficiles à « sauver » dans leur ensemble. En revanche les initiatives très ténues, modestes, font parfois avancer les choses. Une leçon : il faut donner une chance de garder du lien social à un jeune en situation difficile. Ceux qui s'en sortent le disent : « J'ai eu une chance et j'ai su la saisir ». Il s'agit souvent juste d'une rencontre, quelqu'un qui vous tend la main, vous plonge dans un univers différent... Cette « chance à saisir » est la preuve qu'on ne fait pas ce travail militant pour rien. Toutes les initiatives personnelles, associatives et éducatives comptent. Un bon prof, humain, qui arrive à faire aimer une matière, peut tout faire basculer. Il peut soudain donner un modèle auquel l'enfant s'accroche. Toutes ces initiatives sont importantes parce que ça peut sauver des individus.

PROPOS RECUEILLIS
PAR ZÉLIE VERDEAU

→ PARTENARIAT



→ ÉVÈNEMENT

FAMILLES ET ÉCOLE, UN PAS DE DEUX

LES POLITIQUES ÉDUCATIVES SE RECONFIGURENT, ET C'EST TOUTE LA COHÉRENCE ENTRE LES DIFFÉRENTS ACTEURS CONCERNÉS QUI DOIT ÊTRE REPENSÉE : C'EST CE QUI RESSORT DU COLLOQUE ORGANISÉ AVEC L'AFEV LES 12 ET 13 MARS DERNIERS.

Familles et écoles : on a souvent le sentiment de se trouver dans une impasse où les uns les autres se renvoient la balle et où on siffle les mêmes airs rebattus : « parents démissionnaires, école fermée sur elle-même »... Or, les temps changent et les politiques éducatives se reconfigurent : il est temps de « sortir de ce face à face », comme se sont proposés de faire l'Afev, l'Ancli, la Fnepe et l'Injep lors d'un colloque les 12 et 13 mars 2009 sur cette problématique.

Environ 150 participants se sont pressés pour entendre de nouvelles analyses et pro-

positions. Outre la richesse des différentes interventions, qu'il s'agisse de Bernard Bier (Injep) ou de Martine Kherroubi, sociologue, on retiendra quelques idées qui ont fait consensus.

Une éducation partagée

D'abord la nécessité d'en finir avec ce vieux fantasme des « familles démissionnaires ». Les rapports à l'institution scolaire sont complexes pour les familles populaires qui s'en tiennent éloignées malgré leurs grandes attentes dans un contexte de pression scolaire accrue. Les logiques de formation ou de médiation

semblent dépassées, et au centre des pratiques émerge la figure de passeur, d'accompagnateur.

L'opposition entre l'approche collective et l'approche individuelle n'a pas de sens. Aujourd'hui une approche éducative passe par la pensée du « multiple » et la prise en compte de chaque individualité. Chaque réseau a insisté sur la nécessité de la prise en compte de la personne dans une globalité, en termes d'analyse, de diagnostic, mais aussi d'intervention.

La question du temps de l'enfant est posé : entre le temps de la famille et le temps de l'école,

il faut prendre en compte le temps de l'éducation non formelle, mais aussi du jeu, du rêve, du temps pour rien...

Il s'agit aussi aujourd'hui de reconfigurer les espaces, et mobiliser davantage le « territoire éducatif » ses ressources et ses acteurs. Il y a urgence à requalifier ces moments, ces lieux, ces acteurs dans une véritable logique d'éducation partagée, de réinscrire l'école dans son territoire, et de construire tous ensemble de véritables projets éducatifs territoriaux. A suivre donc ?

JEAN-CLAUDE RICHEZ ET
EUNICE MANGADO-LUNETTA



DOSSIER

ET SI INDIVIDUALISATION DES COMPORTEMENTS SOCIAUX ET SOLIDARITÉ ALLAIENT DE PAIR ? C'EST EN TOUT CAS CE QUE DÉMONTRE UNE ÉTUDE MENÉE PAR L'OBSERVATOIRE DE LA FONDATION DE FRANCE SUR LES VALEURS DE LA GÉNÉRATION DES 15-35 ANS. LES JEUNES NE S'ENGAGENT PAS MOINS QUE LEURS AÎNÉS, ILS S'ENGAGENT AUTREMENT, AVEC UNE ATTENTE DE RETOUR TRÈS CONCRÈTE SUR L'UTILITÉ DE LEURS ACTIONS. ET SI C'ÉTAIT MIEUX MAINTENANT...

Les défis de la jeunesse

Stéphane Hessel, humaniste engagé

À 91 ANS, **STÉPHANE HESSEL** EST UN TÉMOIN PRIVILÉGIÉ DE NOTRE HISTOIRE CONTEMPORAINE. NÉ EN ALLEMAGNE EN 1917, NATURALISÉ FRANÇAIS DANS LES ANNÉES TUMULTUEUSES DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES, IL S'ENGAGE DANS LA RÉSISTANCE APRÈS LA DÉFAITE CONTRE LES NAZIS. EN 1944, IL EST DÉPORTÉ EN CAMP DE CONCENTRATION, À BUCHENWALD ET DORA. APRÈS GUERRE, IL PARTICIPE À LA RÉDACTION DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME EN 1948 ET ENTAME UNE LONGUE CARRIÈRE DE DIPLOMATE. AUJOURD'HUI ENCORE, STÉPHANE HESSEL RESTE UNE VOIX FORTE DU COMBAT POUR LES DROITS ÉLÉMENTAIRES DE LA PERSONNE HUMAINE, QU'IL S'AGISSE DE L'ACCUEIL DES SANS LOGIS OU, PLUS RÉCEMMENT, DU SOUTIEN AUX ENFANTS DE GAZA VICTIMES DES BOMBARDEMENTS.

Volontaires ! Résistance, reconstruction de la France d'après-guerre, création projet européen... Vous avez participé à la plupart des épisodes fondateurs de notre société moderne. Quand on vous parle de solidarité, qu'est-ce que ce mot évoque pour vous ?

“ Ne pas seulement nous intéresser à ce qui nous arrive à nous, mais être à l'écoute de ce qui arrive aux autres. ”

STÉPHANE HESSEL



Photo Luc Pérénom

Stéphane Hessel

C'est une des importantes fonctions de notre humanité : ne pas seulement nous intéresser à ce qui nous arrive à nous, mais être

à l'écoute de ce qui arrive aux autres. J'ai eu la chance, – ou la malchance... - d'aborder la période où la France a été envahie et défaite militairement, à un âge où l'on en a encore tout à construire. J'ai eu pendant ces années le parcours de nombreux Français de l'époque : sous les drapeaux, dans la résistance, dans la déportation. La période d'aujourd'hui n'a rien à voir... mais quelque part si, quand même ! A cette époque aussi, on avait terriblement besoin de ne pas se sentir

seul. Les souvenirs les plus forts que l'on garde d'une période comme celle là, ce sont des souvenirs de solidarité. La résistance a été une formidable solidarité entre tous ceux qui n'acceptaient pas la défaite, l'armistice, ceux qui pensaient que l'on ne pouvait pas laisser la France entre les mains des nationaux-socialistes allemands et qui donc se sont regroupés. Pour avoir connu cela, je me sens proche de ceux qui aujourd'hui recherchent des formes de solidarité.

V ! Justement, cette jeunesse, vous la sentez prête à s'engager ?

S. H. Je pense qu'aujourd'hui il y a un risque qu'il faut combattre, celui d'une société de consommation qui donne le sentiment que pour réussir, il faut travailler beaucoup et mieux que les autres, être en concurrence... Cette idée, selon laquelle si l'on gagne beaucoup d'argent alors on accomplit l'objectif de sa vie, est tout à fait fautive. Le souci exclusif de « réussir » est un retranchement sur tout ce qu'une vie humaine peut apporter de positif. Quand on a beaucoup vécu, on s'aperçoit que ce qui a été le plus important, ce sont les quelques moments de sa vie où l'on a fait des choses qui ont une utilité pour les autres. La jeunesse a des atouts, encore faut-il qu'elle les utilise intelligemment. Je suis persuadé que beaucoup de Français restent à côté de ce qui pourrait être pour eux un engagement fort.

V ! Cette jeunesse semble surtout se détourner des partis politiques, peut-être moins des associations...

S. H. Il y a une méfiance croissante à l'égard des structures traditionnelles qui ont fait fonctionner la démocratie jusqu'ici. La vie associative est essentielle, c'est une façon de se relier les uns et les autres qui permet de faire avancer beaucoup de choses. Pour autant la vie associative ne peut pas remplacer la vie institutionnelle. Nous avons besoin d'institutions qui fonctionnent, nous avons besoin de gens qui font fonctionner les institutions et les partis qui font la démocratie. Et il ne faudrait pas que sous prétexte que cela est plus amusant de faire partie d'une association, on néglige le devoir important de faire fonctionner la démocratie. Ceci dit, la vie associative devrait être soutenue davantage qu'elle ne l'est actuellement. Je suis très inquiet de voir un certain nombre d'associations qui font un travail essentiel recevoir moins de soutien de l'Etat, alors qu'il y a certaines choses que l'Etat ne fait pas mieux que les associations. Il faut que l'Etat reste un pourvoyeur de ressources pour le mouvement associatif.

V ! Vous avez participé en 1948 à l'un des plus grands défis de l'humanité après-guerre, la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Quels sont pour vous les nouveaux défis auxquels est confrontée la jeunesse ?

S. H. La situation du monde et de l'Europe a beaucoup évolué depuis la rédaction de la Déclaration universelle. Ces fameux droits de l'Homme restent-ils le défi principal ? Leurs principes restent très valables ; ce sont des valeurs qu'il ne faut pas oublier et le risque de les voir violées n'est pas négligeable face à la renaissance de mouvements intégristes, nationalistes, fascistes... Mais il y a deux nouveaux défis : d'abord l'écologie et les relations de l'homme à la Terre, qui est soumise à des changements (déforestation, réchauffement climatique...). Nous savons que ce défi – dont nous n'étions pas conscients au moment de

la Déclaration – mérite une mobilisation de l'intelligence, de la recherche et donc aussi de la jeunesse, qui a là des devoirs extrêmement importants. L'autre défi a comme projecteur le terrorisme et le crime organisé, mais selon moi ce ne sont pas les véritables sujets de lutte. Ce qu'il faut, c'est préserver un degré de justice sociale tel que la tentation ne soit pas trop forte pour ceux qui sont marginalisés de trouver dans la seule révolte violente un exutoire aux injustices dont ils sont les victimes.

V ! Quelle est à la réponse face à cet impératif de justice sociale ? Refonder une forme de solidarité collective ?

S. H. C'est toujours à l'ordre du jour. On se dit qu'on a eu la Sécurité sociale, l'Etat-providence, et que donc les problèmes d'égalité et de redistribution des revenus ont été réglés... Or on s'aperçoit que le fonctionnement même de l'économie, et surtout de l'économie libérale mal régulée, crée énormes écarts entre ceux qui sont les profiteurs et ceux qui sont les exploités. Ce souci d'égalité sociale est un souci auquel on ne doit jamais renoncer. Je crois que l'on doit souligner qu'à l'égard de la pauvreté, des sociétés ont fait de gros efforts. Mais on sait que la pauvreté est un phénomène cumulatif, qui se transmet de parents à enfants. D'où la nécessité du travail de fond pour casser le cycle de la misère, tel que peut le pratiquer une organisation comme ATD Quart Monde. La solidarité institutionnelle est essentielle, mais l'on sait qu'elle ne parvient jamais à saisir tous les points sensibles. Il y a des situations que l'on ne peut bien attaquer qu'à travers de la solidarité associative, et on sait que même là on tombe sur des obstacles très difficiles à surmonter.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARION THIBAUT ET
PAUL FALZON-MONFERRAN

→ ENTRETIEN

« ENCOURAGER LES JEUNES À S'INVESTIR »

NOMMÉ EN JANVIER HAUT COMMISSAIRE À LA JEUNESSE, MARTIN HIRSCH A LANCÉ EN MARS UNE SÉRIE DE CONSULTATIONS POUR REFONDER UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE. IL RÉPOND AUX QUESTIONS DE L'AFEV SUR SES PREMIÈRES CONCLUSIONS, NOTAMMENT SUR LA QUESTION DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES.



Volontaires ! Début mars, vous avez lancé un vaste chantier de concertation pour fonder une nouvelle politique de la jeunesse. Après les consultations menées depuis quelques semaines, quelles sont vos priorités d'action ?

Martin Hirsch La commission sur la politique de la jeunesse a été officiellement installée lundi 9 mars 2009 pour sa première séance de travail. Elle a été en quelque sorte le premier coup d'envoi d'un ambitieux travail de réflexion et de refonte. A cette occasion, tous les acteurs concernés étaient réunis autour de la table. L'enjeu de notre travail est de définir avant fin juin une véritable politique de la jeunesse qui devra répondre aux besoins d'autonomie des jeunes. La commission travaille sur le programme FORCES : la formation, l'orientation, les ressources et la résidence, la citoyenneté et la culture, l'emploi et la santé. FORCES pour affirmer que la jeunesse n'est pas un problème pour notre société, mais un atout, pas une faiblesse, mais une force. Le programme FORCES est transversal et pluridisciplinaire, permettant ainsi une appréhension globale des sujets qui sont au cœur des besoins de la jeunesse et donc des besoins de notre société. Nous menons donc de front plusieurs dossiers sur tous les champs du programme FORCES. Plusieurs chantiers me semblent prioritaires. Je pense, par exemple, à la poursuite des travaux sur le service civique, dont les orientations seront mises en débat dans les prochains mois ou encore celle du chantier ouvert par Valérie Pécresse et Xavier Bertrand sur la réforme des stages. Il faut également que nous développiions des formules d'alternance, entre emploi et formation, pour les jeunes, et nous devons aussi mettre l'accent sur le développement du contrat de professionnalisation.

V ! Pensez-vous que, dans le contexte de crise actuelle, les jeunes ont une responsabilité particulière pour trouver de nouvelles réponses aux inégalités ?

M. H. L'engagement des jeunes, en particulier en contexte de crise, est indispensable pour ouvrir la voie à de nouvelles solutions dans la lutte contre les inégalités. La crise, et les réponses urgentes qu'elle nous impose, ne doit pas nous empêcher de penser à des solutions durables pour répondre aux inégalités, bien au contraire. Le projet associatif ne peut être porté que par l'engagement quotidien, motivé et désintéressé d'hommes et de femmes de bonne volonté. Et les jeunes, souvent bien plus que les adultes, ont conscience de leur responsabilité face aux inégalités. A la demande du Président de la République et afin d'encourager 20 000 jeunes à se mettre

au service des autres et de la nation dès 2009, j'ai proposé d'initier dès maintenant deux chantiers parallèles : la montée en charge de l'actuel service civil volontaire et la préfiguration du futur service civique volontaire selon des modalités assouplies. Un des objectifs principaux de ce nouveau dispositif sera d'ailleurs de permettre aux jeunes de s'engager concrètement auprès des publics les plus en difficultés, notamment autour de plusieurs domaines clés comme l'aide aux personnes âgées et l'aide aux plus vulnérables.

V ! Les étudiants bénévoles qui s'engagent dans des actions de solidarité développent un certain nombre de compétences spécifiques et ont un impact social très positif. Comment les pouvoirs publics peuvent faciliter la reconnaissance de cet engagement ?

M. H. Nous avons une responsabilité particulière à encourager les jeunes à s'investir dans des dynamiques associatives en apportant une mise en pratique de la citoyenneté et de la responsabilité collective mais également une reconnaissance des institutions. Dans leur ensemble, les universités adoptent un discours d'encouragement et de soutien à la vie associative. D'ores et déjà, on peut estimer à près d'un tiers celles qui sont engagées dans une réflexion ou une démarche de valorisation des compétences acquises dans le cadre d'une expérience bénévole. Cette reconnaissance peut prendre plusieurs formes : un diplôme universitaire dédié (DU) (à titre d'exemple, l'université de Marne la vallée, l'université de Reims), une unité d'enseignement libre (UE), un supplément au diplôme ou l'obtention de crédits d'études. Pour d'autres il s'agit de prendre en compte l'engagement bénévole pour l'accès à la fonction publique (logique des 3ème concours); de reconnaître l'engagement bénévole des salariés du secteur privé et des agents du secteur public dans le parcours menant à la valorisation des acquis de l'expérience; ou encore notamment pour les jeunes chômeurs il pourrait s'agir d'une offre d'un stage de formation gratuit pour un an de bénévolat dans le cadre d'une collaboration avec le Pôle emploi. Ces nouvelles logiques sont encore à construire et c'est pourquoi nous allons mener très prochainement une large concertation avec l'ensemble des acteurs associatifs pour voir comment faire du service civique volontaire une expérience reconnue et valorisante pour les jeunes.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PAUL FALZON-MONFERRAN ET ELISE RENAUDIN

→ POINT DE VUE

Egalité, respect et solidarité

POUR ODILE DE LAURENS, QUI A COORDONNÉ POUR L'OBSERVATOIRE DE LA FONDATION DE FRANCE * UNE ENQUÊTE SUR LES VALEURS DES 15-35 ANS, LES NOTIONS D'INÉGALITÉS SOCIALES ET DE SOLIDARITÉ RESTENT DES SUJETS DE MOBILISATION POUR LA JEUNESSE. MAIS ELLES DOIVENT COHABITER AVEC LES VALEURS D'INDIVIDUALISME ET DE LIBERTÉ.

Volontaires ! Dans votre étude sur les « 15-35 ans ; les individualistes solidaires »*, vous faites un constat presque paradoxal, sur les valeurs qui animent la génération des 15-35 ans. Expliquez-nous ?

Odile de Laurens Les valeurs des jeunes ont bougé par rapport à ce que l'on pouvait constater il y a quelques années.

L'idéal d'il y a 20 ans était de devenir cadre commercial dans un grand groupe, aujourd'hui la nouvelle génération bien, que toujours très matérialiste, semble avoir une conscience très forte du sort de l'autre. Cette génération,

qui est arrivée à l'âge adulte alors que la situation économique était très difficile, possède une véritable ouverture sur l'autre.

Les jeunes n'ont pas abandonné des valeurs de carrière, de confort personnel, de revenus mais avec une toile de fond idéaliste au nom de l'être humain.

V ! Quelles sont les conséquences de ces bouleversements en matière d'engagement citoyen ?

O.d.L. Cette génération des 15-35 ans, porte un regard très positif sur le monde associatif, sans que nous puissions pour autant affirmer qu'elle s'engage concrètement de façon plus massive dans les associations.

Mais il est clair que le tissu as-

sociatif jouit d'un crédit beaucoup plus grand que les autres pouvoirs, tels que la sphère politique ou médiatique.

V ! Quels sont les fondements de cette attirance pour le monde associatif ?

O.d.L. Les associations sont perçues comme un moyen de recréer du collectif mais de manière moins normative, moins contraignante et moins dogmatique que les partis politiques par exemple. Les jeunes rejettent aujourd'hui tout ce qui va venir contraindre leur liberté individuelle. Cela reste une approche très matérialiste. Se crée avec les associations la sensation qu'elles sont proches de gens et du terrain, plus concrètement

opérationnelle que tout autre pouvoir. Cette jeunesse a besoin de sentir, de constater les effets immédiats de son action. Les associations sont également vues comme un relais d'opinion et correspondent à un idéal, aux valeurs que mettent les jeunes en avant.

V ! Justement quelles sont ces valeurs mises en avant par les jeunes ?

O.d.L. Le traditionnel triptyque républicain français « Liberté, Égalité, Fraternité » ne semble plus correspondre complètement aux valeurs que les jeunes mettent en avant. La valeur forte qui perdure est celle d'égalité qui est évoquée dans le sens de l'égalité des chances au sein de la société.

Viennent ensuite la notion de respect et de solidarité. Ce nouveau triptyque est fortement influencé par la situation que vivent les jeunes maintenant, un monde dans lequel la compétitivité est accrue avec la crainte d'une chute très rapide.

V ! La liberté semble la grande absente de ces valeurs. Pourquoi ?

O.d.L. En France, aujourd'hui, les jeunes n'ont pas le sentiment que cette valeur soit menacée ou remise en question, ce qui n'est pas le cas à leurs yeux de la notion d'égalité, de respect ou de solidarité.

V ! Malgré le très fort sentiment d'injustice ressenti par ces jeunes, cette génération

ne semble pas portée par des idéaux révolutionnaires.

O.d.L. En effet. Cette génération ne souhaite pas bouleverser le système mais plutôt le faire évoluer à la marge. Elle ne veut pas en changer le paradigme mais modifier certains aspects, lisser certains défauts. Elle reste comme je vous le disais une génération très matérialiste. Lorsqu'elle pense le collectif c'est davantage en terme de collectif de proximité, notamment à travers les associations.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARION THIBAUT

* Etude « 15-35 ans : les individualistes solidaires », réalisée auprès de 38 personnes sur l'ensemble du territoire français.

→ ENTRETIEN

L'INSERTION DES JEUNES NÉCESSITE DE RÉFORMER L'ÉCOLE

LOUIS MAURIN, SOCIOLOGUE ET DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS, A RÉALISÉ UN PORTRAIT DE LA JEUNESSE D'AUJOURD'HUI EN DIX QUESTIONS, À L'OCCASION DU COLLOQUE JEUNESSES EN RÉGIONS QUI S'EST TENU DU 19 AU 20 MARS À NANTES. IL NOUS EN LIVRE LES PRINCIPALES CONCLUSIONS.

Lorsque les organisateurs de l'événement Jeunes en régions m'ont sollicité, ils m'ont donné comme cahier des charges de réaliser ce portrait qui se veut à la fois clair et synthétique. C'est une tâche particulièrement difficile, tellement les jeunes de notre pays sont divers et complexes. Nous n'avons évidemment pu traiter que les éléments principaux qui semblent le mieux d'écrire l'ensemble de la situation.

Le message que nous pouvons en tirer est pourtant paradoxal. D'un côté il existe des spécificités propres à la jeunesse, de l'autre nous constatons que les jeunes sont marqués entre eux par des différences très fortes. « *La jeunesse n'est qu'un mot* », disait Bourdieu. Il n'a pas tort dans le sens où il n'existe pas une jeunesse mais des jeunesses. Prenons deux personnes, de 15 ans et de 25 ans, ou bien un adolescent de milieu rural et un autre qui réside dans le 7^{ème} arrondissement de Paris : des divergences fortes les séparent. C'est donc à tort que les adultes globalisent « la jeunesse ».

Il ne faut pas non plus occulter qu'une bonne partie des problèmes rencontrés par les jeunes ne sont qu'une accentuation et une accumulation des difficultés qui touchent les adultes. Le logement et l'emploi sont deux préoccupations majeures, renforcées par la crise. Sur ces sujets, les jeunes générations subissent un effet de ciseau, comme si les portes s'étaient refermées sur elles. Les garçons sont les premiers touchés, car ils travaillent dans des secteurs où de nombreux contrats d'intérim ont pris fin. Pour eux, la hausse du chômage s'élève à 40% entre avril 2008 et février 2009. Les filles sont davantage employées dans le tertiaire, dont

les emplois restent pour le moment relativement préservés. Malheureusement, elles risquent d'être les prochaines victimes du marasme économique.

Si nous devons résumer les spécificités de la jeunesse en un mot, ce serait l'insertion. Contrairement aux plus âgés, les jeunes doivent mettre le pied à l'étrier, passer du CDD au CDI alors que dans les années 70 nous avions la possibilité de rentrer immédiatement dans l'emploi. Aujourd'hui, cette entrée est rendue difficile. Ce n'est pas faute d'une prise de conscience de la part des politiques. Dès 1997, Lionel Jospin cherche des solutions et crée « l'emploi jeunes ». D'autres réformes suivent mais ne règlent pas le problème. Sûrement est-ce en partie parce que ces réformes oublient des générations entières, dont les intéressés sont jugés trop vieux pour bénéficier d'un dispositif pour jeunes et trop jeunes pour entrer dans un dispositif pour vieux.

Finalement, nous agitions beaucoup les bras mais nous ne faisons pas grand-chose. Les emplois jeunes ont été supprimés, les minimas sociaux restent inchangés. Tandis que notre principal point noir persiste : l'éducation. En trente ans de transformation de la société, ce domaine n'a pas réellement été réformé. C'est pourtant une priorité si nous voulons que les jeunes aient les mêmes chances que nous dans la vie. Nous devons changer l'école et la façon de faire l'école. Il faut nous décider à rompre avec le conservatisme à la française, le discours sur la baisse du niveau et le sempiternel « *c'était mieux avant* » qui participe à la dégradation de la situation.

Nous agitions beaucoup les bras mais nous ne faisons pas grand-chose »

LOUIS MAURIN



www.jeunesesenregions.fr

→ ENQUÊTE

Observer les tendances solidaires

METTRE EN LUMIÈRE DES ACTIONS PORTÉES PAR DES JEUNES ET QUI ONT UN IMPACT SUR LE TERRITOIRE : C'EST L'OBJECTIF DU PREMIER OBSERVATOIRE DES NOUVELLES SOLIDARITÉS LOCALES LANCÉ PAR L'AFEV ET SON RÉSEAU DE PARTENAIRES.

Pour la septième année consécutive, l'Afev et ses partenaires organisent dans 40 villes en France les Fêtes des solidarités locales, prolongement des Journées mondiales des jeunes solidaires. La promotion de l'engagement solidaire est une nouvelle fois à l'honneur, avec des temps festifs organisés dans les quartiers populaires et dans les centres villes avec les bénévoles et les salariés des associations partenaires.

Mais il y a une nouveauté cette année, avec le lancement d'un nouvel outil destiné à valoriser les initiatives innovantes sur les

territoires, l'Observatoire des nouvelles solidarités locales. L'objectif premier de cet Observatoire est que les nombreuses actions croisées lors des Fêtes des solidarités locales puissent être mises en lumière, et pourquoi pas inspirer d'autres personnes désireuses de s'investir sur le terrain !

Pour sa première édition, l'Observatoire se concentrera sur les actions solidaires portées par des jeunes ayant un impact auprès des populations et mettant en relation différents acteurs locaux de la solidarité – les porteurs de projets bien sûr, mais aussi les associations, les collectivités territoriales, les entreprises, les établissements publics...

Les premières conclusions de l'Observa-

toire seront rendues publiques mi-mai, en partenariat avec l'agence de presse Reporters d'Espoirs, spécialisée dans l'information « porteuse de solutions », qui apportera son expertise sur ce type de projets de solidarités. Un partenariat existe aussi avec l'institut de sondage Audirep, qui réalisera une enquête sur la perception de la jeunesse et de l'engagement des jeunes, dans le contexte actuel de crise économique.

PAUL FALZON-MONFERRAN

www.fetedessolidarites.org
www.reportersdespoirs.org
www.audirep.fr

→ L'OBSERVATOIRE DES NOUVELLES SOLIDARITÉS LOCALES A ÉTÉ CRÉÉ EN PARTENARIAT AVEC :

audirep
études marketing

Reporters
d'Espoirs

Repères

POLITIQUES JEUNESSE EN MOUVEMENT

→ **Martin Hirsch Haut Commissaire à la Jeunesse.** Cette nomination représente un tournant par son approche interministérielle de la jeunesse. L'Afev souhaite qu'elle sera le moyen d'interpeller les autres politiques publiques et en particulier les politiques de logement, de l'emploi et de la santé pour casser la dynamique qui veut que depuis plus de trente ans les premières victimes de toutes les crises économiques soient majoritairement les jeunes.

www.jeunesse-vie-associative.gouv.fr

→ **Mise en place d'une concertation sur les politiques de jeunesse.** Une commission nationale initiée par le Haut Commissaire à la Jeunesse élaborera d'ici la fin du mois de mai 2009 un Livre vert qui devra définir les grandes orientations et les options ouvertes dans les différents champs de la politique de la jeunesse.

www.lagenerationactive.fr

→ **Une mission d'information sénatoriale sur la politique en faveur des jeunes.**

Le 11 mars dernier, le Sénat a mis en place une mission commune d'information sur la politique en faveur des jeunes. Cette mission s'intéressera aux problématiques propres à la génération des 16-25 ans et devrait se concentrer sur l'élaboration de propositions concrètes.

www.senat.fr

→ **L'avenir du Service Civique.**

Actuellement, ce dispositif mis en place en 2006 mobilise 2500 jeunes, dont 160 « Volontaires des Quartiers » à l'Afev. L'Afev suivra avec attention l'avenir de ce dispositif permettant de répondre d'une part à l'envie d'engagement des jeunes et d'autre part à des besoins sociaux sur les territoires.

Pour aller + loin

BIBLIOGRAPHIE

→ « Les Jeunes face à leur avenir », Fondation pour l'innovation politique, janvier 2008. Philippe Corcuff, Jacques Ion, François de Singly, Politiques de l'individualisme. Entre sociologie et philosophie, 2005, Textuel.

→ Olivier Galland, Les jeunes ont-ils raison d'avoir peur ?, Armand Collin, 2008.

→ L'Observatoire des inégalités a publié, à l'occasion du colloque « Jeunes en Régions », organisé par la région Pays de la Loire les 19 et 20 mars dernier, un dossier sur les 15-30 ans.

www.inegalites.fr

→ Le site « Ressources Jeunesse » animé par l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire.

http://www.ressourcesjeunesse.fr

C'est pas trop dur ?

Françafrique

ALORS QUE LE MINISTRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTÉGRATION ET DE L'IDENTITÉ NATIONALE ÉTAIT EN DÉPLACEMENT À DAKAR, POUR RÉPARER LES MAUVAIS SOUVENIRS LAISSÉS PAR LE DISCOURS PRÉSIDENTIEL, IL SE TROUVE QUE J'ÉTAIS PRÉCISÉMENT AU SÉNÉGAL POUR ACCOMPAGNER UNE CLASSE DE PREMIÈRE.

Parmi les objectifs de ce séjour d'immersion en brousse, nous souhaitions faire connaître à nos élèves presque tous « issus de l'immigration » une Afrique souvent mythifiée, fantasmée, et méconnue. Il s'agissait de leur faire découvrir une partie de leur histoire, certes, mais aussi des conditions d'existence et une organisation sociale totalement différentes de celle de la France.

L'intention était de les faire réfléchir au fossé qui les sépare de cette société-là, eux qui pourtant se disent Maliens, Ivoiriens, Marocains, alors qu'ils ne connaissent de ces pays, le plus souvent, qu'un résidu plus folklorique que réel. Pourtant, c'est bien connu, ils continuent de marteler qu'ils ne sont pas des « çais-fran », traduisez : des blancs, Français de souche, toubabs et assimilés... Nous souhaitions nous « attaquer » à cela. Mission républicaine s'il en est, ce séjour était donc une manière de développer, en miroir, leur sentiment d'appartenance à leur pays.

Dis-moi d'où tu viens, d'où tu n'es pas, je te dirai qui tu es.

En brousse, dans une radicale altérité culturelle, nous sommes tous des toubabs.

Seulement voilà. A l'aéroport de Dakar, au retour, nous étions en train de nous féliciter de la réussite de cette périlleuse aventure, au milieu des touristes revenus des clubs de la côte, habillés en boubous et la peau déjà pelée, lorsqu'un représentant cravaté de la compagnie aérienne est venu me voir... Il me faut, me dit-il, la totalité des passeports du groupe, car je dois scanner les papiers des Africains... Je lui réponds que seuls trois élèves sont « Africains », deux Tunisiens et une Sénégalaise, et que je peux lui apporter ces passeports-là. Non, madame, vous comprenez ce que je veux dire... Oui, je comprends : vous voulez les passeports des noirs (22 élèves sur 27) ? Non, madame, je vais tous les prendre, pour camoufler l'opération (sic)...

Nous avons attendu longtemps avant d'enregistrer les bagages, comblé les places vides dans l'avion, et j'ai eu bien du mal à dissimuler mon écoeurement aux élèves, voulant leur cacher une vérité qui mettait à mal mes bons sentiments assimilationnistes... Mais cette vérité-là, j'imagine qu'ils la connaissent depuis toujours. Et que mes intentions naïves d'intégration républicaine n'y résisteront pas longtemps.



NATHALIE BROUX
est professeure
au lycée Jacques-Feyder
à Épinay-sur-Seine (93)

→ SOLIDAIRES ICI ET AILLEURS

Campagne d'Amérique

AUX ÉTATS-UNIS, DES ÉTUDIANTS S'ENGAGENT POUR SOUTENIR LES DROITS DES OUVRIERS AGRICOLES MEXICAINS.

Ruth et Anna sont étudiantes d'histoire à l'université de Swarthmore en Pennsylvanie. Après avoir suivi un cours d'histoire sur le mouvement ouvrier aux États Unis, elles ont décidé de s'intéresser à la condition des ouvriers agricoles qui vivent à quelques kilomètres de leur université, à Kenneth Square. Principal site de production de champignons du pays, la ville compte plus de 10 000 ouvriers agricoles, la plupart immigrés d'Amérique Latine. Longtemps, leurs conditions de travail étaient très mauvaises, leurs employeurs profitant de la peur de l'expulsion chez ces ouvriers et de leur manque d'information sur leurs droits.

A la croisée des chemins

La création en 1993 d'un syndicat, le KWU, n'a pas tout de suite permis d'améliorer la situation, notamment à cause de l'absence d'un local pour les permanences. C'est pour répondre à ce vide qu'a été lancée en août 2008 une mobilisation, la Campaña Nuestra Casa, pour créer un centre pour le KWU et la communauté ouvrière agricole mexicaine de Kenneth Square. Et c'est dans ce contexte que les parcours des étudiants de Swarthmore et des ouvriers agricoles se sont croisés.

L'engagement des étudiants est né d'une invitation du syndicat, désireux de créer une prise de conscience parmi la population. Les étudiants ont immédiatement accepté. Certains parce qu'ils voulaient apprendre plus sur les questions d'immigration ou de droits de travail. D'autres parce qu'ils voulaient créer des liens avec une communauté proche d'eux. « Je trouvais important de soutenir un groupe marginalisé dans sa résistance et son envie de s'organiser », explique par exemple Anna. En quelques mois, c'est une véritable collaboration qui s'est créée entre les étudiants et les ouvriers. « On travaille ensemble sur l'évolution de la campagne, en prenant l'avis de tous... Ce n'est pas du tout une action où un groupe décide ce qui est bon pour tous », explique Ruth.



Sensibiliser

Au début de la campagne, les étudiants ont produit des tracts en anglais et en espagnol, qui ont été distribués parmi la population de Kenneth Square et sur le campus. Des groupes d'informations ont été aussi créés pour sensibiliser les autres étudiants sur les conditions de travail des ouvriers agricoles, et une équipe s'est chargée de produire un documentaire sur la campagne, destiné à inspirer d'autres initiatives de soutien. L'apport des étudiants est aussi utile sur toutes les questions de technologies (comme répondre aux e-mails) ou d'organisation des événements – par exemple pour le défilé du 1er mai.

Mais ces échanges ont aussi beaucoup apporté aux étudiants, et pas seulement pour améliorer leur connaissance du droit social. « Au delà des enseignements que nous en tirons, les rencontres avec le KWU sont surtout l'occasion de découvrir de nouvelles personnes, une nouvelle communauté... et aussi de manger de la bonne nourriture mexicaine ! », estime Ruth. Au fil des mois, c'est une véritable relation de confiance qui s'est créée. Et pour Luis, l'un des responsables de la KWU, les étudiants ont désormais compris l'essentiel : « Il faut parler des abus contre les travailleurs migrants pour créer la prise de conscience au sein des populations. Parce que quand on garde le silence, c'est comme si l'on acceptait ces abus. »

FRANCES KVIETOK

→ INITIATIVE

JOURNALISTES EN HERBE

DEPUIS LA RENTRÉE, UNE DOUZAINES DE JEUNES DE BOBIGNY APPRENNENT À DÉCRYPTER LES RÈGLES DE L'INFORMATION. LEUR PROPRE PUBLICATION VERRA BIENTÔT LE JOUR.

Depuis octobre 2008, un atelier de journalisme a ouvert au collège Pierre Sépard de Bobigny dans le cadre de l'action Tous Acteurs des Quartiers menée par l'Afev, avec le soutien des Eclaireurs de France. Le principe est de former des jeunes aux pratiques du journalisme et de réaliser un journal par la suite. Chaque mardi après-midi, une douzaine de jeunes de 4ème et de 3ème se réunissent donc pour faire naître ce journal.

A chaque début de séance, les participants commencent par une petite demie heure de news, sur ce qui les a marqué dans la presse. L'heure et demie qui suit est réservée à l'évolution du journal qu'ils réalisent tout au long de l'année et à leur approche. « On a appris beaucoup de choses, estime Francia. Par exemple la règle des cinq « W », ou comment un article doit répondre à cinq questions : Quoi, Qui, Quand, Où, Pourquoi. Autrement dit en anglais : What, Who, When, Where, Why. »

L'atelier a comme partenaire le journal de la ville, « Bonjour Bobigny » qui va aussi distribuer le journal des jeunes dans un prochain numéro. Ils ont d'ailleurs eu la chance de visi-

ter les locaux de la rédaction et d'y rencontrer des professionnels afin de poser toutes les questions qu'ils se posent. Quoi de plus normal pour un futur journaliste... Futur journaliste? Oui, car plusieurs d'entre eux savent déjà qu'ils veulent en faire plus tard leur métier ou du moins que cela les intéresse déjà. « On a écrit pour la première fois le synopsis et la critique d'un film. On a tous essayé, et on a tous réussi. Comme quoi, on est peut être des futurs génies en journalisme », croit même savoir Maëlys...

En tout cas, l'atelier a permis à chacun de discuter autour d'une table de sujets d'actualité qui fâchent, mais aussi de sujets beaucoup plus légers... Il a offert un espace à chaque jeune pour apprendre, s'intéresser à de nouveaux sujets, s'exprimer...

Le tout avec ce petit défi : avoir un journal papier entre les mains d'ici le mois de juin. Top chrono, plus que quelques semaines !

NDEMBO BOUEYA



MARCEL ET L'AFEV TENUE INCORRECTE EXIGÉE

ILS SERONT LES TÊTES D'AFFICHE DE L'ÉVÉNEMENT « PAS DE QUARTIER POUR LES INÉGALITÉS » ORGANISÉ PAR L'AFEV LE 9 MAI À ROUBAIX. EN 20 ANS, LES DÉJANTÉS DE MARCEL ET SON ORCHESTRE SE DISENT FIERS D'ÊTRE DEVENUS « LE MEILLEUR GROUPE SKA-PUNK-MOULES-FRITES »... LE TOUT SANS OUBLIER DE DÉFENDRE CERTAINES DE LEURS VALEURS ! ENTRETIEN AVEC FRANCK, LE CHANTEUR DU GROUPE.

Volontaires ! Vous vous définissez comme le « meilleur groupe de ska-punk-moules-frites », et alliez un côté très « no prise de tête » à des engagements militants... Qui sont les vrais « Marcel et son orchestre » ?

Franck Nous, on ne se met pas d'étiquettes. Les personnes les plus dange-



Franck

reuses, ou les plus ennuyeuses sont celles qui sont terriblement monolithiques. Après, il y a des gens qui adorent en mettre, on ne peut pas non plus tout leur interdire, on n'a pas encore ce pouvoir ! On est toujours étonnés de voir qu'on ne peut plus être un groupe de reggae sans dire « Yes I », « Babylone »... De même que les groupes pop ont forcément besoin de se la jouer maniaco-dépressifs, c'est tout juste s'ils vont pas s'inoculer la tuberculose pour être plus crédibles... Moi je suis fan de rock mais je peux tout à fait me promener avec un CD de Gotainer sous le bras et me sentir très bien ! La légèreté est juste une affaire de contexte, et la profondeur aussi. Pour résumer, on est curieux de tout, et spécialistes en pas grand-chose. Notre idée de base était juste de prendre le nom de groupe le plus handicapant possible, et de voir jusqu'à quel point on pouvait pousser ce handicap, dans un monde obsédé par la frime et le paraître.

V ! Vous jouez le 9 mai à Roubaix pour la Fête de Solidarités Locales organisée par l'AFEV. Pourquoi le choix de cette

ville en particulier ?

F. Parallèlement à Marcel et son orchestre, j'ai été travailleur social pendant des années et de 1996 à 1999, j'ai été chargé de mission sur la citoyenneté pour la ville de Roubaix. C'est la ville la plus jeune de France, plus de 50 % de la population a moins de 30 ans et sur ces 50 %, 60 % des jeunes sont issus de l'immigration. Ça donne forcément une mosaïque de cultures incroyable, et des millions de choses à faire ! Et puis il y a tellement d'a priori sur cette ville, plus généralement le Nord Pas de Calais (et sur Marcel et son orchestre !) que c'est rigolo de jouer de tout ça.

V ! Qu'est-ce qui vous a motivés à vous engager auprès de l'AFEV pour cette soirée ?

F. On ne peut être affranchis des engagements associatifs, on est très flattés d'avoir été sollicités pour participer à ce projet. Je pense que ça n'a pas dû être toujours simple pour vous d'obtenir de la légitimité de la part du corps enseignant. J'ai aussi un regard en tant que parent d'un élève scolarisé dans un collège en ZEP. Il y a des choses à faire !

V ! Votre nouvel album est sorti fin avril, sera-t-il dans la continuité des précé-

dents ?

F. T'as forcément pas le même regard sur le monde quand t'as 17 ans et que tu lances ton groupe, et quand tu en as 42. Il y a des choses qui restent viscéralement en nous, comme l'énergie compulsive du punk, l'envie de se rouler à terre et sauter de partout... Mais sur les sujets traités, on sent une évolution. Au départ, c'était juste « rien à foutre de rien », puis il y a eu la prise en compte des réalités sociales, les coups qu'on se prend tous, et aujourd'hui on retrouve plus de colère. On parle de la réalité économique, de la reconquête urbaine, ces consignes qu'on donne aux architectes pour faire des aubus sur lesquels on ne peut plus s'asseoir, les gares TGV où on fait en sorte qu'il y ait terriblement de courants d'air pour que les prolos n'y résistent pas... Il y a pas mal de sujets autour de ça, toujours traités avec second degré, à partir de tranches de vie. Marcel et son orchestre doit rester un exutoire, non pas un antalgique !

PROPOS RECUEILLIS PAR
ZÉLIE VERDEAU



Participez à la manifestation anti-jeunes avec Marcel et son Orchestre le 9 mai à Roubaix !

Marcel
et son orchestre



le nouvel album : «Bon chic... Bon genre!» dans les bacs depuis le 27 avril

Hypertexte

Imagine l'Europe

« A la recherche de l'intérêt européen » le dernier ouvrage dirigé par Philippe Herzog, président de Confrontations Europe, répond au nouveau souffle dont l'Europe a besoin. Cette belle idée, qui a suscité tant d'enthousiasmes, est aujourd'hui fortement dépréciée. Et Confrontations Europe, think tank fondé en 1991, essaye de contribuer à travers colloques, recherches, publications à définir un intérêt général européen. La crise économique que nous traversons et les bégaiements de la mondialisation accréditent encore plus la nécessité de proposer des solutions innovantes pour le devenir du Vieux continent. Philippe Herzog, dans ce livre, convie des économistes, des acteurs de la société civile et des hauts fonctionnaires de la Commission européenne à exprimer leurs visions pour le futur de l'Union Européenne.



A quelques mois des élections, les contributeurs plaident tous pour que l'Union devienne « une force d'union dans la mondialisation ». Le mot d'ordres affiché est que chacun d'entre nous doit accepter de changer de mode de vie pour que nous soyons capable de

changer de type de croissance. Forger une identité européenne, redéfinir notre modèle social, développer de nouvelles coopérations dans le monde, refonder la Stratégie de Lisbonne... voilà quelques axes de réflexions largement développés dans ce livre d'une extrême richesse pour penser le futur de l'Europe. Désormais, la recherche de l'intérêt européen ne doit plus se confondre avec la recherche du temps perdu, car le temps nous est compté pour imaginer un autre équilibre international. Raison supplémentaire pour lire un livre qui révèle que « peut-être l'immobilité des choses autour de nous leur est-elle imposée par notre certitude que ce sont elles et non pas d'autres, par l'immobilité de notre pensée en face d'elles » (Marcel Proust).



« A la recherche de l'intérêt européen »
Ouvrage collectif dirigé par Philippe Herzog
Edition Le Manuscrit, 427 pages, 25,90 euros.



JÉRÔME STURLA
est Directeur délégué de
l'Afev

→ INITIATIVES

COLLOQUE : UNE UNIVERSITÉ AU SERVICE DE TOUS

LE 10 JUIN, UN COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'AFEV SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES UNIVERSITÉS RÉUNIT COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, UNIVERSITÉS ET ASSOCIATIONS À BARCELONE.

Favoriser l'accès des jeunes aux diplômes, et assurer la diffusion gratuite et universelle des savoirs : ces deux missions fondent la responsabilité sociale des universités, une question qui tend à s'imposer dans le débat public. Après une première rencontre le 9 décembre à Lyon, un colloque réunit le 10 juin à Barcelone de nombreux élus, universitaires et acteurs associatifs, pour réfléchir ensemble aux moyens de faire de l'université un véritable outil au service de la collectivité. La rencontre est organisée par l'Afev avec la Généralité de Catalogne et la Région Rhône Alpes.

→ Les contributions de l'Afev sur la RSU : www.colloque-rsu.org

DES ASSISES POUR L'ÉDUCATION

Des Assises nationales pour l'éducation : c'est l'événement qui se tiendra le 6 juin prochain à Paris à l'initiative du Réseau Français des Villes Éducatrices, de l'Association des Maires des grandes villes de France, d'associations dont l'Afev... L'objectif des participants, signataires de l'Appel de Rennes, est de construire des perspectives concrètes positives pour l'éducation, dès la petite enfance.

→ Plus d'info : www.pourleducation.net

ENVOYEZ-NOUS VOS VIDÉOS

Tu t'impliques à l'Afev en tant que bénévole, volontaire, salarié! Aide-nous à faire connaître l'Afev en réalisant un clip vidéo d'une durée maximum de 60 secondes. Les clips sélectionnés seront diffusés sur Internet via les sites de réseaux sociaux et les sites de vidéos en ligne.

→ www.afev.org

→ PORTRAIT

A 23 ANS, ISMAEL KARIM EST « MAÎTRE INTERNATIONAL » AUX ÉCHECS ET L'UN DES PLUS GRANDS ESPOIRS FRANÇAIS DE LA DISCIPLINE. LE JOUEUR DE CLICHY RÊVE AUJOURD'HUI DE RENTRER DANS LE TOP 100 DES MEILLEURS JOUEURS.

Histoire d'une réussite

C'est à l'âge de 9 ans que l'histoire commence. L'école d'Ismael met en place des cours d'échecs obligatoires, à raison d'une heure par semaine. Assez rapidement, une passion naît chez Ismael. Il décide de s'inscrire au club d'échecs de Clichy (Hauts-de-Seine) où il jouera pendant 8 ans. Originaire du Maroc, il tente de jouer dans l'équipe nationale marocaine : « Tout seul, j'ai envoyé un fax où je me suis présenté, et ils m'ont accepté. Je continuais à vivre en France et je me déplaçais pour les tournois. » Grâce à aux échecs, il a voyagé dans environ 25 pays, essentiellement européens. Les échecs lui ont donné le goût des langues étrangères et des voyages. Il est déjà trilingue grâce à son séjour en Hongrie d'une durée de six mois et demi, où il ne parlait que l'anglais. Actuellement en séjour en Espagne, il poursuit son perfectionnement aux échecs dans ce pays qui organise le plus grand nombre de tournois au monde. A son arrivée, il été accueilli par le joueur algérien Aïmen Rizouk, 28 ans, Maître International, plus haute distinction jamais obtenue par un joueur de ce pays.

comme lui, de milieux populaires. Il a ainsi entraîné et suivi Jules Moussard, lorsque Jules avait entre 6 ans à 12 ans. Ce dernier a remporté à 10 ans le statut de vice champion du monde dans sa catégorie. Parallèlement, pour gagner sa vie et pouvoir se payer des cours, il donne des cours particuliers : « Avec les échecs, on a toujours la possibilité de travailler car il y a une très forte demande de cours privés. » Mais la plus grande ambition d'Ismael aujourd'hui est d'obtenir le titre de « Grand Maître International ». Un objectif que son entourage à la FFE pense réalisable, et qui confirmerait le constat général que la banlieue est, aujourd'hui, un vivier majeur de champions d'échecs.

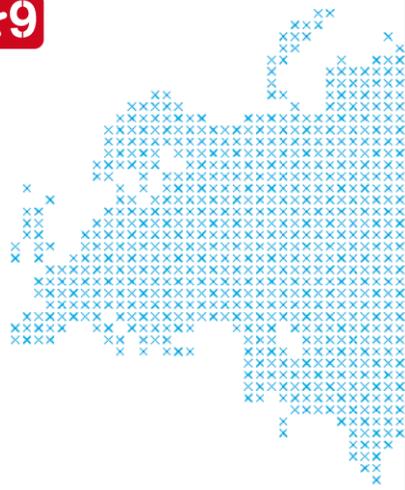
SABRINA HAMACHE



Les quartiers populaires, vivier de champions

Les échecs ont beaucoup aidé Ismael dans sa scolarité et dans sa vie : « Ca m'a donné une certaine méthodologie... Ca permet surtout de sortir de sa banlieue, de voir d'autres personnes, de voyager, de fréquenter des gens issus d'autres milieux. » Ismaël est fier de ce parcours. Il est conscient que la vie est faite de rencontres. L'un des plus belles selon lui : celle avec Jean-Claude Moingt, « un très bon pédagogue » qu'Ismaël a rencontré au club de Clichy, et qui est aujourd'hui président de la Fédération française d'échecs. Suivant son modèle, Ismael enseigne aujourd'hui les échecs à des jeunes joueurs issus,

2***9
U2E
 Université
 Européenne de
 l'Engagement
 DUNKERQUE
 25, 26 ET 27 AOÛT 2009



DES VILLES DE LA CONNAISSANCE AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ DES SAVOIRS

Trois jours de réflexions et de débats autour des axes suivants :

1. La ville de demain dans la société des savoirs.
2. Pourquoi partager et diffuser les savoirs au plus grand nombre ?
3. Quel rôle peut jouer la société civile pour contribuer à édifier la ville des savoirs ?

- Des échanges avec les chercheurs, élus et personnalités qui enrichissent le projet solidaire et citoyen de l'Afev.
- Des temps festifs et des performances artistiques.
- Des rencontres avec les salariés et les bénévoles qui portent au quotidien les actions de l'Afev.



RENSEIGNEMENTS
 www.afev.org ou 01 40 36 01 01

Génaro Studio

www.afev.org
Volontaires!

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU JOURNAL

Pour compléter son équipe, notre journal Volontaires ! est à la recherche de rédacteurs et de photographes, motivés et expérimentés ! N'hésitez pas à nous contacter pour rejoindre notre équipe de bénévoles.

→ paul.falzon@afev.org

VOLONTAIRES ! N°18 | AVRIL-MAI 2009

Publié par l'afev - 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris - Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : pole.national@afev.org - Directrice de la publication : Anne Korobelnik - Coordination, rédaction, réalisation : Philippe Campinchi (PCC), Nathalie Broux, Nicolas Delesque, Estelle Duquesnois, Paul Falzon-Monferran, Tanguy Fichou, Sabrina Hamache, Matthieu Lamarre, Eunice Mangado-Lunetta, Christophe Paris, Elise Renaudin, Jérôme Sturla, Marion Thibault et Tanguy Tollet - Crédits photographiques : PCC, Tanguy Fichou et DR - Conception Graphique : Génaro Studio (Lyon) - Maquette/PAO : Babette Stocker (PCC) - Impression : Rotimpres - www.rotimpres.com - ISSN 17654408